

Les services de télécommunications: une source très importante de développement économique

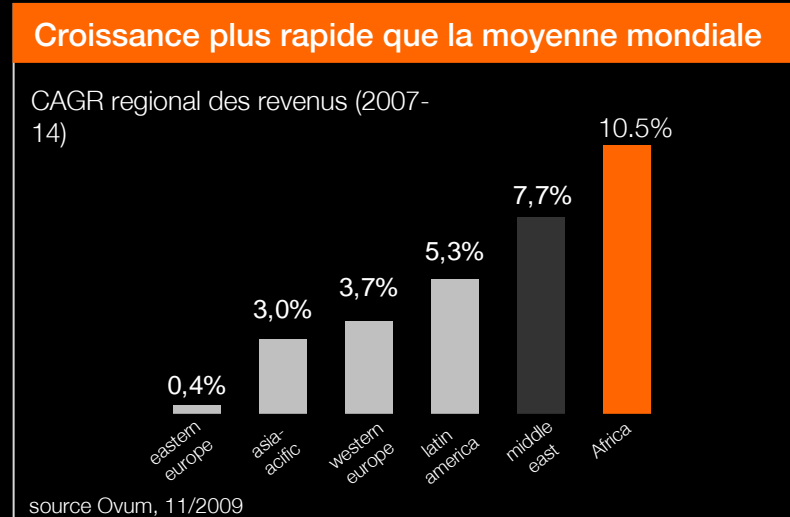
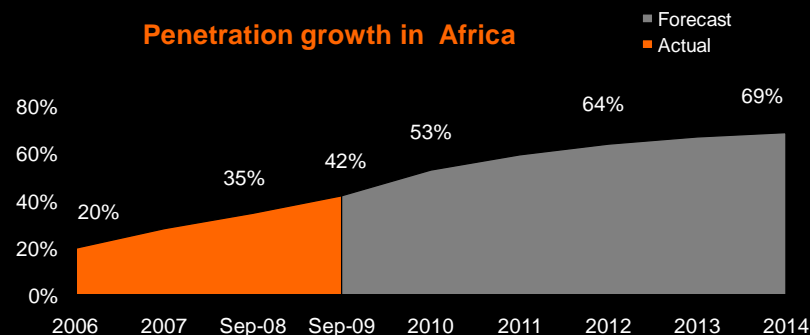
Marc Ricau, 01 septembre 2011, Genève UIT



L'Afrique et le Moyen-Orient, deux grands marchés en croissance rapide: Un potentiel à ne pas brider

- 551.5 millions de clients mobiles en Afrique et 239 millions au Moyen-Orient (mars 2010)
- L'Afrique a la croissance la plus rapide sur le marché mobile avec un CAGR CA de 10.5% (2007-14)
- Internet est également un segment en croissance très rapide en AME: croissance de 10.4% du CA de 2008 à 2009; le nombre de clients broadband va probablement doubler d'ici 2013 (11,5 millions de clients en 2009)
- Une croissance (Voix, Internet) portée notamment par une baisse régulière des tarifs

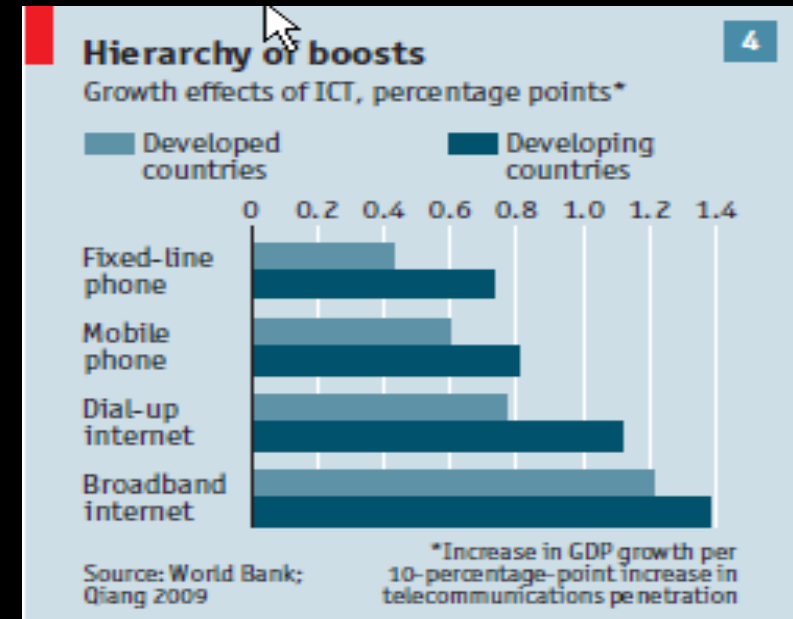
Croissance du CA marché mobile AME:
10.5% (2008-2009)



2.1- L'évolution des tarifs internationaux, orientée sur les coûts, tant sur la voix que sur l'internet, favorise un réel développement des pays

- Les télécommunications jouent un rôle majeur dans le développement d'un pays sur le long terme:

- Une augmentation de 10% de la pénétration mobile entraîne une hausse de 0.8% du PIB et 10% de croissance de l'internet haut débit génère 1,4% de croissance du PIB (World Bank, 2009)



- Le secteur des télécommunications permet la création de très nombreux emplois locaux durables : directement au sein des opérateurs mais encore plus avec les partenaires (distributeurs,...) et les fournisseurs locaux
- Les télécommunication favorisent les contacts entre la Diaspora et le pays d'origine et les échanges de devises induits.
- De plus en plus d'initiatives sont prises pour développer des services à valeurs ajoutées dans des domaines à fort impact pour la population (contenus, santé , éducation , recherche)



2.2- Elle permet des gains importants pour les utilisateurs finaux

- Développement élargi du mobile
zones rurales
nouveaux usages de data mobile
- Internet : une ouverture sur le monde
facilitée par le développement des accès:
 - > câbles sous-marins, internet mobile
- Nouveaux services à Valeur Ajoutée:
 - Paiement par mobile, services financiers
 - Contenus, TV, sms
 - e-santé, e-éducation, e-agriculture...
- Échange accru entre Diaspora et pays d'origine





2. 3- et génère des revenus importants pour les Etats

- L'activité des opérateurs de télécommunication génère d'importantes recettes pour les Etats
 - **directement** :
 - impôts et taxes générales, pour lesquels le secteur des télécommunications représentent une bonne part du total perçu par les Etats et notamment TVA (qui est directement liée à l'activité du secteur),
 - impôts sur les bénéfices des sociétés,
 - impôts et taxes liées à l'exploitation du service
 - ⇒ impôts et taxes , représentant une contribution spécifique à l'activité : droits d'entrées et de renouvellement de licences, utilisation de ressources rares, contributions au fonctionnement du secteur (régulateurs, fonds spécifiques)
 - **indirectement** : hausse des recettes fiscales due à l'augmentation du PIB induite par la croissance du secteur et son apport à l'économie globale

Les impôts et taxes doivent respecter un équilibre entre la nécessité de satisfaire les besoins de l'Etat pour la régulation du secteur des télécommunications et celle de garantir le développement progressif et équilibré du secteur

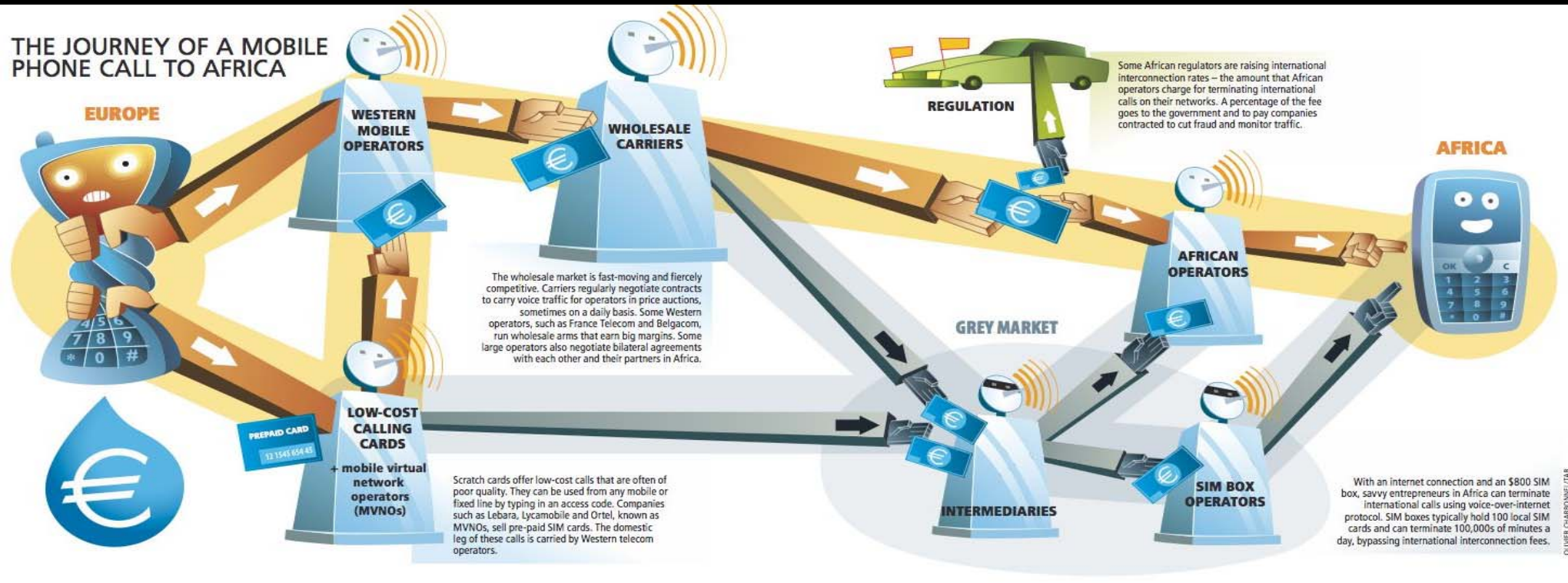
2.4- L'apport pour les opérateurs et le marché

- Un développement du business international qui apporte aussi bien de nouvelles activités (exemple des call centers), des emplois qualifiés, des devises
- Un développement qui apporte à l'ensemble de la société (vision RSE)
- Un développement du trafic international qui facilite les échanges entre diaspora et pays d'origine, échanges dont les répercussions sont très importantes au niveau micro-économique:
 - Hausse de la durée des communications
 - Baisse des coûts (tarifs des cartes)

2.5-il est important de favoriser la croissance du marché en accompagnant les opérateurs et en distinguant bien les questions

- Favoriser le développement en distinguant les questions et en y apportant les réponses appropriés qui vont favoriser la croissance au lieu de la brider
- Garantir la transparence
- Fixer à un niveau adéquat l'apport du secteur aux finances publiques. Pas de multiplication inconsidérée du nombre de taxes qui limite les possibilités d'investissement dans un secteur très intensif en capitaux.
- Des moyens qui assurent l'indépendance pour les régulateurs
- Une vision favorable à l'innovation, à la diffusion des services et à la qualité de service.
- Une vision régionale partagée: s'appuyer sur des décisions collectives prise par exemple par des regroupements type UEMOA: Favoriser l'autorégulation plutôt que la réglementation

3. 1- Les mécanismes de tarifications internationaux



- Des tarifs basés sur des accords entre opérateurs
- Un risque de développement du marché gris si les tarifs ne sont pas proches des coûts (recommandation D14O de l'ITU)

3.2- Les revenus et les déclarations de trafics: la transparence existe

- La question de la transparence des données de trafic peut parfaitement être débattue mais il nous semble que les réponses d'aujourd'hui sont largement suffisantes pour répondre aux besoins:
- Ainsi par nature aucun Opérateur n'a intérêt à tricher: le Trafic international se fait d'opérateur à opérateur : impossible qu'un opérateur se laisse flouer, d'un coté ou de l'autre → incohérent
- Il existe aujourd'hui une large liste de moyens pour les Etats et les Régulateurs pour contrôler les déclarations des opérateurs:
 - contrôle par des commissaires aux comptes
 - contrôle par des audits :ceux-ci donnent régulièrement des résultats qui confirment la qualité des déclarations

3.3- Les revenus et les déclarations de trafics: si nécessaire des réponses appropriées complémentaires peuvent être mises en place

- La mise en place de nouveaux équipements et les questions qui se posent:
 - permet-elle réellement d'assurer plus de transparence? Dans leur mise en place? Dans leur fonctionnement, sur les autres aspects, y compris sur leur fiscalité?
 - Fait-elle l'objet d'un agrément international?
 - ne faudrait-il pas plus de transparence sur là où vont les fonds plutôt que sur les données de trafic?
- D'autres mécanismes plus efficaces et moins chers permettraient d'arriver au même résultat:
 - Si les Etats ou les Régulateurs le souhaitent ,des reportings réguliers peuvent parfaitement être mis en place qui permettent de tracer les données de trafic et les confronter aux audits.
 - *Le mode déclaratif avec contrôle est toujours supérieur au mode contrôle a priori qui a un cout important.*

3.4- L'impact des taxes

- Les décisions fiscales , qui visent à donner aux Etats les moyens de fonctionner doivent s'approcher le plus possible de la neutralité sur le secteur, voire même en favoriser le développement plutôt que le brider.
- Par ailleurs une pression fiscale trop forte (sous forme impôts, ou taxes spécifiques) entraine mécaniquement un développement de ceux qui cherchent à biaiser avec le système: augmentation de la fraude (simbox, by pass,) et donc à une réduction à moyen terme de la contribution fiscale des opérateurs et de leurs investissements.

3.5- Le financement des régulateurs et des fonds de développement (ou universels)

- Il est normal d'avoir un système de financement des régulateurs mais il nous semble que celui-ci doit être en lien avec les charges de fonctionnement et ne bride pas le fonctionnement ou la croissance du secteur
- Le reporting sur l'utilisation de ces fonds doit également être la règle.

3.6- favoriser la qualité de service , l'innovation

- Il faut favoriser ce qui apporte une bonne qualité de service et non ce qui apporte de la perturbation: rajouter des équipements qui n'ont aucune utilité dans la fourniture du service ne peut être que contre productif
- Une vision orientée sur les couts, conforme aux préconisations de l'ITU recommandation D140 de l'ITU (2020) qui préconise que les tarifs, incluant les terminaisons d'appels soient basés sur les couts

Conclusion: construire le développement au lieu de brider la croissance

Attention aux risques de brider ce marché... le Trafic international ne croitra pas indéfiniment dans le cadre existant aujourd'hui.

- En S'appuyant sur une vision long terme :
 - pas d'à-coups sur les décisions impactantes
 - de la prévisibilité
 - le respect des conventions, des traités internationaux, des licences signées avec les opérateurs
- Pas de multiplication inconsidérée du nombre de taxes qui limite les possibilités d'investissement A fortiori pour les télécommunications, activité très intensive en capitaux.
- Une vision régionale partagée: s'appuyer sur des décisions collectives prise par exemple par des regroupements type UEMOA
- Une vision favorable à l'innovation et à la diffusion des services.

MERCI